De l'archipel à l'appendice continental ou la logique d'intégration de la Guadeloupe et de ses dépendances proches à la France continentale

Thierry Nicolas

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/plc/774>

DOI : 10.4000/plc.774

ISSN : 2117-5209

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

Pagination : 191-196

ISSN : 1279-8657

Référence électronique

Thierry Nicolas, « De l'archipel à l'appendice continental ou la logique d'intégration de la Guadeloupe et de ses dépendances proches à la France continentale », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne],

Spécial | 1997, mis en ligne le 01 avril 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/plc/774> ; DOI : 10.4000/plc.774

De l'archipel à l'appendice continental

ou

La logique d'intégration de la Guadeloupe et de ses dépendances proches à la France continentale

par Thierry NICOLAS
Doctorant en géographie,
Université de Paris IV

L'idée de considérer la Guadeloupe et ses dépendances proches comme une forme d'appendice continental de la France nous vient d'un simple constat, celui du fort accroissement des relations entre le département et sa métropole. Longtemps limitées aux échanges commerciaux, elles se sont étendues à de nombreux autres domaines de la vie quotidienne des Guadeloupéens. Pourtant, de là à parler d'appendice continental, il y a un pas à franchir. Surtout pour celui qui jetterait un coup d'œil sur une carte et sait que les îles ne se déplacent pas sur l'eau ! Afin de comprendre une telle assertion, il faut sortir des espaces métriques ou euclidiens dans lesquels on se place traditionnellement. L'espace dont il est question aujourd'hui, est plus abstrait, et intègre d'autres variables que celle de la distance topographique, il est à l'image des espaces « sociaux » et des espaces « économiques » développés par les sciences sociales voisines. Il appartient « au monde des dimensions de la connaissance et de la représentation »¹. Dans le cas de la Guadeloupe, les questions qui viennent à l'esprit sont alors : quels sont les dimensions ou facteurs à retenir qui constitueraient cet espace de l'archipel en appendice

¹ Brunet Roger, *Les Mots de la géographie*, Paris, Reclus - La Documentation Française, 1992.

continental de l'Hexagone ? A quelle logique répond cet espace ? Est-ce un processus amené à se poursuivre ?

LE SOCLE DE LA « CONTINENTALISATION »

Dans cet espace, le processus d'attraction de la France continentale sur l'île – que nous avons appelé « continentalisation » – semble trouver son origine durant la période coloniale avec la politique d'assimilation et son renforcement avec la loi de départementalisation en 1946. En effet, le concept d'assimilation appliqué à la politique coloniale française est indéniablement à l'origine des changements intervenus depuis deux siècles en Guadeloupe et de l'attraction exercée par la France hexagonale. L'histoire de l'assimilation dans la politique coloniale française à l'égard de sa « vieille colonie » remonte à la Révolution française où l'on pouvait entendre le thermidorien Boissy d'Anglas réclamer que « les colonies soient toujours françaises au lieu d'être seulement américaines ». Dès cette période, divers signes d'une volonté de rapprochement entre les deux ensembles vont émerger tels le droit à l'envoi de représentants dans la métropole, l'introduction du suffrage universel, la reprise de l'organisation municipale à toponymie française ou l'école gratuite qui mit en valeur la géographie et l'histoire de la métropole (« nos ancêtres les Gaulois »).

Le renforcement du processus de « continentalisation » va s'opérer avec la loi de départementalisation, aboutissement de la politique d'assimilation engagée auparavant. De nombreux processus d'intégration vont être poursuivis ou apparaître. L'harmonisation institutionnelle et politique est consacrée avec la mise en place du système politico-administratif en vigueur dans l'Hexagone. L'intégration économique et monétaire se manifeste par un commerce extérieur exclusivement centré sur la France continentale et par l'utilisation depuis 1975 de la monnaie ayant cours dans la métropole. La marche vers l'harmonisation sociale s'est exprimée, elle, par l'introduction progressive des mesures sociales au même niveau que la métropole (depuis 1996), mais aussi par l'élévation des indicateurs sociaux. Le vecteur fondamental de cette uniformisation, l'Etat central, a constitué également, par son omniprésence, l'un des piliers du

processus de continentalisation, en devenant à la fois le support de la vie économique par les investissements réalisés dans le département, mais également de la vie sociale en mettant sous sa dépendance de nombreux employés (La Poste, Education nationale, ...) et une frange de population vivant des transferts sociaux.

En somme, dans cet espace, la présence active de l'Etat et la mise en place de ces processus d'uniformisation ont « bâti » le socle de la transformation de l'archipel en appendice continental.

LA « CIRCULATION », PIVOT DU PROCESSUS

Il s'agit de montrer que le processus d'intégration à la nation française, de « continentalisation » est toujours en mouvement. D'autres facteurs contribuent au resserrement des liens entre archipel et continent. Ils peuvent être regroupés sous le terme générique de « circulation ». Le concept de « circulation » entendu ici d'un point de vue géopolitique concerne des flux de toutes sortes. Il est créateur de changement dans l'ordre établi mais est aussi un élément de structuration de l'espace. Trois grands types de flux peuvent être distingués auxquels s'ajoutent l'intégration de la Guadeloupe à l'Union Européenne.

Les transports aériens vecteurs de marchandises, de personnes et d'idées ignorent les océans, constituent par cette négation de l'espace physique un des acteurs privilégiés de la polarisation. Dans ce cadre, l'aéroport de Pointe-à-Pitre classé parmi les dix plus grands aéroports de France a ainsi vu son trafic passager augmenter de plus de 280 % depuis 1984 avec le continent, alors que la progression de l'ensemble du trafic se limitait à 33 %. A cette forte augmentation s'est ajoutée une diversification des liaisons (Toulouse, Nantes, Lyon ou Bordeaux-Pointe-à-Pitre) qui témoignent bien là de la dynamique de l'intégration. Les flux migratoires issus de cette configuration du système de transport représentent le deuxième axe de polarisation par leur importance. D'un côté, les Guadeloupéens vivant en France estimés à 150 000, devenus aujourd'hui une réalité du paysage socio-ethno-culturel des grandes villes de l'Hexagone avec des marqueurs

identitaires bien affirmés (cuisine, littérature, musique, ...). De l'autre, les continentaux établis dans l'archipel, dont le nombre est en constante augmentation (+ 390 % depuis 1967), fonctionnaires pour la plupart multipliant les « va et vient » entre le continent et le DOM. Il est certain qu'une augmentation de ces flux bipolarisés liée à la déréglementation aérienne prévue dans le cadre de l'intégration à l'Union Européenne va renforcer encore les effets polarisants de ces flux de populations.

Le dernier flux à distinguer est celui issu des Techniques d'Information et de Communication (T.I.C.) qui ont connu en une vingtaine d'années un essor prodigieux. La télévision et la radio sont en Guadeloupe un des moyens privilégiés de cette abolition de la distance topographique par un flux ininterrompu d'émissions en provenance de la métropole et la multiplication des directs TV. L'ampleur d'un tel flux immatériel en direction du département se révèle être un important vecteur de modification de la représentation de l'espace « en ajoutant le temps réel des flux d'information aux déplacements physiques des hommes et des marchandises (P. Musso) »². Par ce biais, la notion d'insularité s'en trouve relativisée et l'intégration au sein de la France continentale, renforcée.

VERS UNE « RE-CARIBÉANISATION » ?

Ce mouvement d'intégration au continent ne s'opère cependant pas sans renforcer des obstacles. Le plus important semble résulter de la volonté politique manifestée depuis quelques années de réinsérer les DOM-TOM dans leur ensemble régional. Largement enclenchée dans l'Océan Indien et dans le Pacifique, cette volonté de dépolarisation ou de « re-caribéanisation » est impulsée par l'Etat central. Elle s'organise en Guadeloupe autour de deux axes principaux. Le premier se manifeste par une initiative dédoublée des pouvoirs publics. D'une part, l'action du gouvernement qui intervient par la nomination d'un

². In Bailly Antoine, Ferras Robert, Pumain Denise, *Encyclopédie de la géographie*, Paris, Economica, 1995.

délégué interministériel à la coopération dont le but est de définir la politique à suivre, œuvrant avec le concours d'un Fonds Interministériel de coopération (F.I.C.). D'autre part, l'action du Conseil Régional sous la forme d'une coopération régionale décentralisée. Encore très ponctuelles et limitées dans le temps ces actions menées par les pouvoirs publics contribuent à une très faible dépoliarisation et ne sont pas capables de renverser la tendance vers l'approfondissement de l'intégration à la France. L'intégration de la France en tant que membre associé à l'Association des Etats de la Caraïbe (A.E.C.), deuxième axe majeur retenu par l'Etat, peut en revanche constituer un facteur durable de dépoliarisation. De création récente (1994), l'A.E.C. qui vient compléter les regroupements opérés en Amérique Latine depuis le début des années 90, a vocation à abaisser les barrières entre les blocs linguistiques. En se fixant comme but principal la libéralisation des échanges et en misant sur le développement des transports dans la Caraïbe, elle apparaît comme acteur primordial d'une restructuration de l'espace. En effet, en cas de réussite de l'A.E.C., la Guadeloupe bien qu'étant département français ne pourrait pas rester en marge de l'évolution de ses voisins vers l'intégration. Une « re-caribéanisation » apparaît donc comme un long et difficile processus à mettre en place tant que la circulation entre les différentes entités ne sera pas développée et tant que l'attraction exercée par la France continentale demeurera supérieure à celle exercée par des pays de la Caraïbe.

En conclusion, nous cherchons à tracer les grandes lignes du processus de transformation de l'archipel guadeloupéen en appendice continental de la France hexagonale. Il est à situer dans un espace abstrait répondant à des variables qui ne sont pas la distance kilométrique, mais la distance-politique, distance-économique, distance sociale ou encore distance-communication et dont la règle principale d'organisation est la gravitation. Néanmoins, ce processus semble aujourd'hui trouver ses limites car, des signes d'un mouvement vers une « re-caribéanisation » émergent. Dans un tel espace modulé par le jeu des polarisations, et donc en constante évolution, le *statu quo* est difficilement envisageable. L'évolution de la position de la Guadeloupe et des dépendances proches entre insularité et

continentalité dépendra surtout, comme l'Histoire nous l'a montré à plusieurs reprises, des décisions prises à Paris.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

BELORGEY Gérard, dir, *Outre-mer, le défi des singularités*, Paris, la documentation française, 1994.

BRUNET Roger, *Les mondes nouveaux*, t. 1, Géographie Universelle, Paris, Hachette - Reclus, 1990.

Burac Maurice, *Les Petites Antilles, étude des disparités géographiques*, Presses Universitaires de Bordeaux, 1989.

CICERI M. F., Marchand B., Rimbert S., *Introduction à l'analyse de l'espace*, Paris, Masson, 1977.

CLAVAL Paul, *Les principes de la géographie sociale*, Litec, Paris, 1974.

COFFEY William, *Geography towards a general spatial approach*, New York, Methuen, 1981.

LEVY Jacques, *L'espace légitime, sur la dimension géographique de la fonction politique*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994.

MARIMOUTOU Jean-Claude, *L'insularité, thématiques et représentations*, Paris, l'Harmattan, 1995.

Articles, rapports, revues

INSEE, *Antiane éco / Premiers résultats / tableaux économiques régionaux*, 1993.

GOTTMANN Jean, « Le cloisonnement du monde : théories et faits », *La discontinuité critique*, Publication de la Sorbonne, Paris, 1993.

PREVELAKIS Georges, « La notion de territoire dans la pensée de Jean Gottmann », *Géographies et cultures*, n° 20, Hiver 1996.